

Usine Ford de Blanquefort : Poutou veut que le site soit "sous contrôle de l'État"

INVITÉ RTL - Malgré le nouveau refus de Ford, le délégué syndical de l'usine de Blanquefort appelle l'État à réquisitionner le site afin de préserver des emplois et avoir une possible offre de reprise.



[L'invité de RTL Petit Matin](#) Julien Sellier



Usine Ford de Blanquefort : Poutou veut que le site soit "sous contrôle de l'État" Crédit Image : GEORGES GOBET / AFP | Crédit Média : RTL | Date : 26/02/2019

[La page de l'émission](#)



[Jérôme Florin](#) et Claire Gaveau

publié le 26/02/2019 à 09:05

Le gouvernement a entériné la fermeture de l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, après le refus par le constructeur américain de la dernière offre de reprise de ce site qui compte 800 salariés. **"On a encore un espoir** de sauver un bout d'usine et quelques centaines

d'emplois. Ce qui est fini, c'est que Ford part", lance d'emblée [Philippe Poutou](#).

Invité de RTL ce mardi 26 février, le délégué CGT à l'usine Ford de Blanquefort dénonce l'attitude du géant américain : "**C'est assez révoltant** de voir comment une multinationale, qui fait des profits comme cela, puisse partir aussi finalement". Pour autant, l'ancien candidat à l'élection présidentielle refuse de baisser les bras et assure que les salariés vont "continuer la bataille" pour "mettre la pression sur l'État". "On va continuer pour que le site soit pris en main, que les machines soient gardées afin qu'il y ait un site disponible pour une reprise", dit-il, dénonçant "**l'impuissance de l'État**" dans ce dossier.

C'est pourquoi le délégué syndical appelle à réquisitionner l'usine. "**Il faut absolument que cette usine soit sous contrôle de l'État**, c'est la seule façon de préserver les emplois, dit-il. Surtout que cette usine a tellement reçu d'argent public qu'elle est déjà en partie publique. C'est donc prendre ou reprendre la main sur ce qui appartient déjà à la collectivité".